



Crimes commis par l'UPC en Ituri (2002-2003)

Résumé

Contexte

La seconde guerre du Congo a débuté en 1998 et a impliqué les forces du gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) de Laurent Kabilà, soutenues par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, opposées à plusieurs mouvements rebelles bénéficiant de l'appui de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi. En dépit de la signature des Accords de paix de Lusaka en 1999, suivis par des accords sur le retrait des forces rwandaises et ougandaises du Congo en 2002, les combats en Ituri, une province située dans le Nord-Est du pays, se sont intensifiés avec des forces locales menant sur le terrain les batailles des acteurs nationaux et internationaux.

L'Ituri est l'une des régions les plus riches du Congo avec des réserves en or, en diamants, en pétrole et en bois. Cette région abrite 18 groupes ethniques différents, les communautés hema/gegere et lendu/ngiti représentant environ 40 pour cent des habitants. L'identité ethnique a pris une importance de plus en plus grande après qu'un conflit foncier local, en 1999, entre les Hema et les Lendu ait été exacerbé par l'armée ougandaise d'occupation et des groupes rebelles nationaux qui voulaient accroître leur pouvoir dans la région. Le contexte général de la guerre au Congo et la disponibilité d'un soutien politique et militaire offert par des acteurs extérieurs, notamment l'Ouganda et le Rwanda, ont alimenté la croissance des groupes politiques armés en Ituri basés sur des allégeances ethniques. Au premier plan de ces groupes se trouvaient l'Union des Patriotes Congolais (UPC), dominée par les Hema, le Front National pour l'Intégration (FNI) dominé par les Lendu, le Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (PUSIC) dominé par les Hema du Sud et les Forces Armées du Peuple Congolais (FAPC) à la composition mixte.

Entre 2002 et 2004, ces groupes armés en Ituri ont tenté d'acquérir une certaine reconnaissance sur la scène nationale, leurs chefs espérant décrocher des postes dans le gouvernement de transition de Kinshasa et dans la nouvelle armée intégrée. Les responsables des milices locales ont fréquemment modifié leurs alliances, s'opposant à divers rivaux extérieurs et changeant de camp au gré de leurs intérêts. Ils ont tenté de contrôler de larges portions de territoire et des sites stratégiques, notamment les mines d'or et les postes de douane très rentables afin d'augmenter l'importance de leurs mouvements. Le contrôle des sites stratégiques permettait en effet aux groupes armés d'obtenir le soutien financier et politique tant convoité des acteurs extérieurs. La compétition pour le contrôle des ressources naturelles, en particulier l'or, a été un facteur majeur dans la prolongation du conflit armé en Ituri.

L'UPC prend le contrôle de Bunia

En août 2002, la milice UPC, secondée par l'armée ougandaise, a lancé une offensive pour prendre le contrôle de Bunia, la principale ville d'Ituri. Ce faisant, les combattants UPC ont délibérément tué des civils lendu et d'autres, comme des Nande et des Bira, perçus comme étant les alliés des Lendu. La milice lendu a également pris pour cible et tué des civils hema au cours des combats. Les deux camps ont pillé et incendié des habitations, entraînant le déplacement d'une quantité importante de civils. Après avoir chassé le gouverneur de l'Ituri et l'armée congolaise de Bunia le 9 août, les combattants UPC ont continué de tuer des civils lendu, nande et bira près de l'hôpital principal et près de la prison centrale à Bunia. Plusieurs fosses communes ont été découvertes plus tard dans différents endroits de la ville, l'une notamment contenant 26 corps, la plupart de femmes et d'enfants protant des blessures par balles dans le dos

D'août 2002 à mars 2003, l'UPC a contrôlé Bunia et la région avoisinante , formant un gouvernement dirigé par Thomas Lubanga, le chef de l'UPC. Bien que sur le papier, le gouvernement de l'UPC soit apparu comme représentatif avec un certain nombre de ministres appartenant à d'autres groupes ethniques, en pratique, il était contrôlé par les Gegere, la branche Nord du groupe ethnique hema. Certains représentants d'autres groupes ethniques avaient rejoint le mouvement et son gouvernement, sous la contrainte. Ceux qui étaient réticents à rejoindre l'UPC ou son gouvernement ont pris la fuite ou sont passés dans la clandestinité lorsqu'ils ont appris qu'ils avaient été nommés à des postes gouvernementaux.

Massacre de Songolo

L'UPC s'est déplacé vers le sud après avoir établi sa mainmise sur Bunia et ses environs. Le 31 août 2002, l'UPC a attaqué la ville de Songolo avec l'aide de combattants bira. Les civils qui n'ont pu fuir les combats ont été délibérément tués, certains dans leur sommeil, notamment des femmes et des enfants. Un témoin du massacre a dénombré 82 corps, un autre a établi à 140 le nombre des morts.

Massacre de Mongbwalu

La ville de Mongbwalu, riche en mines d'or, a été attaquée par les forces de l'UPC et leurs alliés en novembre 2002. Les combattants UPC ont systématiquement tué toute personne appartenant à l'ethnie lendu qu'ils rencontraient, allant d'une maison à l'autre. Des civils ont été emprisonnés par l'UPC dans un camp militaire où des détenus de l'ethnie lendu ont été tués alors que ceux appartenant à d'autres groupes ethniques ont été libérés. Environ 200 personnes ont été tuées à Mongbwalu et dans ses environs lors de l'attaque de l'UPC.

Massacre de Kilo

Suite à l'attaque contre Mongbwalu, les forces de l'UPC ont attaqué un certain nombre de villages tout proches, dont Kilo, Kobu, Lipri, Bambu et Mbijo. Les forces de l'UPC ont pris Kilo le 6 décembre 2002 et plusieurs jours plus tard, les commandants de l'UPC ont ordonné le massacre délibéré de

dizaines de civils. Les combattants de l'UPC ont détenu des hommes, des femmes et des enfants supposés être lenu et les ont forcés à creuser leur propre tombe avant de les tuer.

Sur la base des déclarations de témoins, d'informations provenant d'organisations locales de défense des droits humains et d'autres sources, Human Rights Watch estime que sur le total de deux mille civils tués à Mongbwalu et dans les villages environnants entre novembre 2002 et juin 2003, au moins 800 ont été tués au cours des attaques conduites par l'UPC fin 2002 et début 2003. Plus de 140 000 personnes ont été déplacées par la série d'attaques, forcées de vivre dans des camps ou dans la forêt.

Arrestations arbitraires, exécutions et disparitions forcées

Après avoir pris le contrôle de Mongbwalu, les combattants hema ont arbitrairement détenu et dans certains cas, sommairement exécuté des civils soupçonnés d'être lenu ou d'avoir apporté une aide aux Lendu. Un homme, détenu parce que ses frères avaient aidé des Lendu, a été battu pendant deux jours puis enfermé dans une salle de bains avec quatre autres personnes au quartier général de l'UPC. Il a affirmé que sur les quatre autres personnes, deux étaient des hommes lenu âgés qui ont été ensuite tués, alors que les deux autres, qui n'étaient pas lenu, ont également été libérés le dixième jour, juste avant sa propre libération. Un autre témoin a relaté avoir été arbitrairement emprisonné dans un camp militaire. Il a affirmé avoir vu des combattants choisir les prisonniers à abattre sur la base de leur appartenance ethnique.

Parmi les personnes les plus connues sommairement exécutées se trouvait Abbe Boniface Bwanalonga, un prêtre âgé de la paroisse de Mongbwalu, arrêté en compagnie de trois religieuses et de deux autres hommes, le 25 novembre 2002. Pris pour cible à cause de son appartenance ethnique, Abbe Bwanalonga fut le premier prêtre tué dans le conflit en Ituri.

Enfants soldats, violence sexuelle et actes inhumains

Des récits font fréquemment mention du recrutement forcé d'enfants par l'UPC. En novembre 2002, l'UPC serait entrée dans l'Ecole primaire de Mudzi Pela et aurait rassemblé de force tous les élèves du 5ème niveau, environ 40 enfants, pour qu'ils se joignent à l'activité militaire. Une opération similaire a été exécutée à Salongo où l'UPC a encerclé un quartier puis enlevé tous les enfants qu'elle rencontrait. Des enfants âgés de sept ans à peine, dont des filles, ont été recrutés pour des actions militaires. De nombreux observateurs ont décrit la force de l'UPC comme étant « une armée d'enfants. »

Les combattants de tous les groupes armés en Ituri ont également commis des viols et d'autres formes de violence sexuelle. Dans certains cas, des femmes et des filles ont été violées au cours d'une attaque généralisée alors que d'autres femmes et filles ont été violées simplement à cause de leur appartenance ethnique. Certaines victimes ont été contraintes de suivre leurs violeurs et n'ont plus depuis donné signe de vie. De plus, des membres des groupes armés les plus importants en

Ituri, notamment l'UPC, se sont livrés à des actes inhumains, tels que cannibalisme et mutilation de cadavres.